Questions orales

Je voudrais demander au ministre de nous expliquer pourquoi, alors que son premier ministre est intervenu directement à deux reprises auprès de son bon ami, le président des États-Unis, les Américains essaient maintenant de torpiller nos offices de commercialisation auprès du GATT. Pourquoi?

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Les Américains sont en faveur de la tarification. Nous le savons, car ils l'ont déclaré publiquement. Notre position est constante. Nous sommes appuyés en ce sens par d'autres pays tels que le Japon. Beaucoup de pays européens nous appuient également pour le maintien de l'article XI.

Disons-le encore une fois, notre position n'a pas changé. Nous avons des alliés en ce sens. Nous n'avons aucunement l'intention de la changer. Nous la défendons avec autant de vigueur que possible. Je crois qu'en bout de ligne, quelle que soit la solution que l'on trouvera au GATT pour les problèmes de l'agriculture, elle prévoira une mesure de protection pour les offices de commercialisation du Canada.

M. Lyle Vanclief (Prince Edward—Hastings): Monsieur le Président, ma question s'adresse aussi au ministre responsable des Céréales et des Oléagineux et porte sur le même sujet que celle de mon collègue.

L'incertitude s'explique par le fait que les agriculteurs veulent savoir où ils en sont et vers quoi ils se dirigent. Le premier ministre a souvent affirmé aux Canadiens que par ses contacts personnels et par ses lettres, il avait ramolli la détermination du président des États-Unis à détruire les offices de commercialisation canadiens lors des négociations du GATT.

Aujourd'hui, les négociateurs des États-Unis nous ont dit que la Communauté européenne et les États-Unis en était arrivés à une entente. Elle n'a pas été signée, mais elle a été conclue.

Le ministre peut-il garantir aux 40 000 producteurs canadiens de produits laitiers, d'oeufs et de volaille que l'accord prévoit le renforcement et l'éclaircissement de l'article XI?

• (1440)

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Tout d'abord, monsieur le Président, laissez-moi assurer au député, aux autres députés ainsi qu'à toutes les personnes liées de près ou de loin à la gestion de l'offre au Canada qu'aucune entente n'a été conclue. Nous n'avons absolument pas l'intention de signer une entente qui ne serait pas avantageuse pour l'industrie canadienne.

Le député peut avoir l'assurance qu'aucune entente n'a été conclue. Il devrait aussi savoir que nous ne signons rien tant que tout n'aura pas été négocié. Il doit y avoir une entente globale et elle n'a pas encore été conclue. Je le répète, aucune entente n'est intervenue sur les offices de commercialisation, les subventions à l'exportation ou quoi que ce soit d'autre.

[Français]

M. Mark Assad (Gatineau—La Lièvre): Monsieur le Président, ma question s'adresse au même ministre.

Après avoir cédé notre rapport de force dans le traité de libre-échange pour le contingentement de nos produits agricoles, le gouvernement assurait les agriculteurs par la suite que l'article XI du GATT serait même renforcé.

Compte tenu des réponses qu'il a données ici, monsieur le Président, je lui demande ceci: Pensez-vous que les cultivateurs vont croire vos histoires, après que vous les ayez abandonnés lors du libre-échange et maintenant que nous allons avoir une décision dévastatrice du GATT?

[Traduction]

L'hon. Charles Mayer (ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien et ministre d'État (Céréales)): Monsieur le Président, malgré tout le respect que je lui dois, je dirais que les propos tenus par le député sur l'Accord de libre-échange sont totalement erronés. Les offices de commercialisation sont entièrement protégés par l'Accord de libre-échange.

Des voix: Oh, oh!

M. Mayer: Ils se moquent, monsieur le Président, mais ils devraient aussi savoir. . .

Une voix: Vous feriez mieux de lire l'accord.

M. Mayer: On me dit que je devrais lire l'accord. Nous l'avons lu, c'est pourquoi nous avons créé un office de commercialisation des oeufs à couvrir de poulets à griller après la signature de l'Accord de libre-échange. Si vous voulez parler de l'Accord de libre-échange avec les Américains, de nos transactions avec les États-Unis, eh bien! les offices canadiens de commercialisation sont entièrement protégés.

Pour en revenir à l'autre question au sujet de l'article XI qu'il faudrait soi-disant clarifier et rendre plus contraignant, nous avons adopté une position, en consultation avec les producteurs canadiens que touche cet article. C'est notre position dans les négociations et elle le restera à moins que les gens qui travaillent dans ce secteur nous demandent d'en changer. Et, jusqu'à maintenant, ils ne l'ont pas fait. Notre position reste donc la même.